

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 03/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NDC FOUNDRY

9 rue Pennevert
ZI du Canal des Soeurs
17300 Rochefort

Références : 0007204029/2026/124
Code AIOT : 0007204029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement NDC FOUNDRY implanté 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NDC FOUNDRY
- 9 rue Pennevert ZI du Canal des Soeurs 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0007204029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NDC Foundry exploite une fonderie sur le site de Rochefort dont les principaux clients sont les équipementiers automobiles et hydrauliques. La fonte produite est une fonte grise lamellaire. Elle fonctionne 24h sur 24, 5 jours sur 7. Elle emploie 75 salariés.

La direction du site a changé au 01/01/2023. L'ancien directeur reste président du groupe.

Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 - 3019 du 10/08/2009 modifiant les prescriptions imposées à la société NDC Foundry implantée sur la commune de Rochefort et un arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022 relatif notamment aux quantités de déchets sur place.

Un projet de modification des moyens de fusion est en suspens. Une première phase de travaux (automatisation du transport de métal en fusion) est réalisée. Un deuxième arrêté préfectoral complémentaire, également en date du 22/04/2022, réglementera les installations à compter de la mise en service des fours électriques.

Il est également à noter que par décision du Tribunal de commerce de la Rochelle du 24 juin 2025, la société est placée sous procédure de redressement judiciaire désignant pour administrateur judiciaire SELAS ARVA Administrateurs Judiciaires Associés et pour mandataire judiciaire SCP DELPHINE RAYMOND. En décembre 2025, la période d'observation a été renouvelée pour une période de 6 mois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien du site	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article Chapitre 2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Proposition d'arrêté portant astreinte administrative	2 mois
3	Déchets	AP Complémentaire du 22/04/2022, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Proposition d'arrêté portant amende administrative	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets des eaux	Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article Article 9.2.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Ce point peut être considéré comme levé de l'arrêté de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite du 05/05/2025, Monsieur le Préfet a signé un arrêté de mise en demeure en date du 12/08/2025 sur trois points relatifs aux quantités de déchets de poussières présents sur site, à la qualité des rejets aqueux et à la transmission d'un diagnostic complet des sols du site, visant à caractériser la qualité du sol et définir, le cas échéant, un plan de gestion.

L'objet de la présente visite est de faire le point sur le respect de cette mise en demeure.

Au regard de ses constats, l'inspection propose la levée de la mise en demeure sur un point (qualité des rejets aqueux) mais pas sur les deux autres points, qui font donc l'objet de propositions de sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article Chapitre 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 05/05/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble du site est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p>
Constats : <p>Par arrêté préfectoral du 12/08/2025, l'exploitant a été mis en demeure de transmettre un rapport final du diagnostic de pollution des sols selon la norme NF X 31-620-2, accompagné, le cas échéant, du plan de gestion des éventuelles contaminations identifiées et de son calendrier</p>

prévisionnel de mise en œuvre.

Par courriel du 28/08/2025, le président de la société NDC FOUNDRY a transmis une étude de sols (Rapport APAVE du 5 juin 2024, ref. 2353379 du 05/06/2024) et un plan de gestion (rapport APAVE, ref. 2353379_PG du 10/06/2024).

Après analyse de ces documents, l'inspection des installations classées a adressé par courrier en date du 27/11/2025, une demande de compléments qui faisait état de plusieurs insuffisances, notamment sur :

- l'étude historique,
- la localisation des prélèvements,
- les valeurs de référence,
- le schéma conceptuel,
- le plan de gestion.

De plus, le plan de gestion ne fait pas l'objet d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

En outre, dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire en cours, un bilan environnemental a été établi à la demande de l'administrateur judiciaire par la société ANTEA (Rapport n°A138686/version A du 18 décembre 2025). Ce document, transmis à la DREAL le 18/02/2026, préconise également la réalisation d'investigations environnementales complémentaires.

Lors d'une réunion en visioconférence du 25/02/2026, il a été convenu, à la demande de l'administrateur judiciaire, qu'une rencontre DREAL / APAVE soit organisée en vue d'échanger sur les compléments attendus et que les informations du bilan environnemental réalisé par ANTEA soient également communiquées par l'exploitant et prises en compte par son bureau d'études (APAVE).

Compte-tenu que les éléments transmis ne sont pas considérés comme suffisants à ce stade, l'arrêté de mise en demeure ne peut être levé en totalité sur ce point.

L'exploitant a indiqué lors de la réunion précitée que la demande de compléments DREAL ayant été transmise ce même jour à APAVE, les réponses à la demande de compléments seraient apportées fin mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le rapport final du diagnostic de pollution des sols selon la norme NF X 31-620-2, accompagné, le cas échéant, du plan de gestion des éventuelles contaminations identifiées et de son calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Projet d'arrêté portant astreinte administrative

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Rejets des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2009, article Article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>En sortie de décanteur pour les eaux de ruissellement de l'aire de stockage des matières premières:</p> <p>Paramètres et valeurs limites selon tableau de l'arrêté préfectoral ; fréquence : 1 fois / an</p>
Constats : <p>Par courriel du 10/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des eaux pluviales en sortie de décanteur (Rapport ANALYSYS ref. 359AG25 / N°E25-59362 du 28/11/2025) qui conclut que les rejets sont conformes pour un rejet dans le réseau Eaux pluviales de la zone industrielle et pour les paramètres recherchés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifie auprès de l'inspection de l'état d'avancement des travaux de déplacement du décanteur, qui bénéficient de la déclaration préalable, au nom de la société DIMINDIS, propriétaire du site et validée par la mairie de Rochefort le 13/08/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de ce point de la mise en demeure

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>- Poussières de fusion (source : dépoussiérage fusion) : tonnage généré = 300 t/an ; capacité</p>

tampon maximale sur le site : 75 t

- Poussières métalliques (source : dépoussiérage parachèvement) : tonnage généré = 147 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 100 t
 - Noir de carbone (source : captage excès C_2H_2) : tonnage généré = 70 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 50 t
 - Sables (source : résidus noyaux et moules) : tonnage généré = 171 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 40 t
 - Crassier (source : résidus de défournement + réfractaires + boues) : tonnage généré = 535 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 130 t
 - Laitier (source : granulation) : tonnage généré = 1650 t/an ; capacité tampon maximale sur le site = 400 t
- [...]

Constats :

L'exploitant indique avoir procédé à plusieurs enlèvements depuis la mise en demeure d'août 2025.

Il a transmis par courriel du 28/01/2026 les bordereaux de suivi de déchets et l'inventaire des déchets en date du 13/01/2026 sur lequel les tonnages définis dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/04/2022 sont convertis en nombre de sacs présents sur site (pour les poussières de fusion, poussières métalliques et noir de carbone) et en zones délimitées représentant le tonnage maximum autorisé (pour le crassier et le laitier).

Le bilan du 13/01/26 indiquait le respect des limites de certaines quantités de déchets présentes sur site (notamment les poussières de fusion et métalliques, objet de la mise en demeure d'août 2025), mais une quantité de crassier (non concerné par la mise en demeure précitée) supérieure à celle autorisée.

Lors de la présente visite, l'exploitant remet un tableau de suivi des quantités de déchets mis à jour à la date du 27/02/2026. Ce bilan fait état de :

- Poussières de fusion : la quantité notée est de 88 sacs, soit une quantité estimée à 58 tonnes (densité 0.66).
- Poussières métalliques : la quantité notée est de 79 sacs, soit une quantité estimée à 99 tonnes (densité 1.25).
- Noir de carbone : la quantité notée est de 49 sacs, soit une quantité estimée à 42 tonnes (densité 0.85).
- Crassier : tas conforme aux limites matérialisées.
- Laitier : tas conforme aux limites matérialisées.

L'exploitant précise que :

- Un enlèvement de crassier a eu lieu le 24/02/2026 (BSD remis),
- Un enlèvement de poussières métalliques a eu lieu le matin même (BSD remis) et un enlèvement supplémentaire est programmé le 04/03/2026 (selon le courriel du prestataire du jour même).

Sur le terrain, l'inspection constate la présence supplémentaire de :

- Poussières de fusion : 29 sacs localisés à côté du crassier, en attente de reconditionnement avant enlèvement.

Selon l'exploitant, cela représenterait au final environ 10 sacs de poussières métalliques de densité 0.66, soit environ 7 tonnes. La quantité totale de poussières de fusion est estimée à 65 tonnes, ce qui est conforme à la capacité tampon maximale sur site de 75 tonnes.

- Poussières métalliques : un tas de poussières en vrac (non conditionné en sacs et non bâché) dont le volume est estimé à environ 10 m³, soit une quantité estimée à 12.5 tonnes (densité 1.25). La quantité totale de poussières métalliques est estimée à 111.5 tonnes, ce qui n'est pas conforme à la capacité tampon maximale sur site de 100 tonnes.

Pour les autres déchets (Noir de carbone, Crassier, Laitier), les quantités indiquées correspondent au constat de l'inspection et paraissent conformes aux limites imposées par l'arrêté préfectoral.

En revanche, l'inspection souligne que les implantations de stockage ne correspondent pas toutes au plan d'implantation des déchets et que de nombreux sacs sont éventrés, ce qui souille les sols de manière importante et ne permet de garantir l'absence d'envols (tout comme le tas de poussières métalliques en vrac).

L'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'arrêté de mise en demeure d'août 2025 pour ce qui concerne la quantité de poussières métalliques présentes sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant assure en permanence le respect des quantités maximales de stockage de déchets sur le site et des zones d'implantation définies dans son plan de stockage.

L'exploitant renforce la matérialisation de l'emplacement des îlots de stockage et s'assure en permanence du respect des modalités de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Proposition d'arrêté portant Amende administrative

Proposition de délais : 1 mois